



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-48837>

Département(s) de publication : **75**

Annonce n° **25-48837**

Services

Section 1 - Identification de l'acheteur

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF)

Correspondant : M. MINVIELLE Florent

Adresse : 32 avenue de la Sibelle, 75685 Paris cedex 14

Coordonnées :

Téléphone : 0145655490

Courriel : Marche@cnafr.fr

Adresse internet : <http://www.caf.fr>

Section 2 - Description du marché

Objet du marché : Le présent marché concerne des prestations de conseil juridique pour la Caisse nationale des Allocations familiales (Cnaf). Il comprend quatre lots : - Lot 1 : droit privé. Le droit privé comprend le droit civil, le droit de la responsabilité, le droit des contrats, le droit des assurances, le droit des personnes, la procédure civile. - Lot 2 : droit public. Le droit public comprend le droit administratif, le droit de la commande publique, le droit public de la concurrence, la domanialité publique, la procédure administrative, le droit des finances publiques ; - Lot 3 : droit pénal. Le droit pénal comprend, au sens large, le droit pénal spécial, le droit pénal des affaires, le droit pénal du travail, le droit de la presse et de la diffamation, le droit de la répression des fraudes et la procédure pénale ; - Lot 4 : droit de la propriété intellectuelle. Le droit de la propriété intellectuelle et industrielle comprend le droit de la propriété intellectuelle, le droit de la propriété littéraire et artistique, le droit des nouvelles technologies de l'information et de la communication, le droit de la propriété industrielle, le droit des brevets et des marques, le droit des licences, le droit de la contrefaçon, la réglementation relative au dépôt et à la gestion des marques, des dessins, des modèles brevets, des licences, et des diligences en matière de propriété industrielle (recherche d'antériorité, relations Inpi et autres).

Lieu de livraison : 32 avenue de la Sibelle, 75685 Paris cedex 14

Section 3 - Caractéristiques du marché

Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) : Valeur totale estimée : A titre indicatif et non contractuel, le montant estimatif est, pour le lot : - n° 1 de 20 000 euro(s) HT / 24 000 euro(s) TTC pour la durée totale du marché, reconductions comprises ; - n° 2 de 20 000 euro(s) HT / 24

000 euro(s)TTC pour la durée totale du marché, reconductions comprises ; - n° 3 de 20 000 euro(s) HT / 24 000 euro(s)TTC pour la durée totale du marché, reconductions comprises ; - n° 4 de 20 000 euro(s) HT / 24 000 euro(s)TTC pour la durée totale du marché, reconductions comprises. Soit un montant estimatif tout lots confondus de 80 000 euro(s) HT / 96 000 euro(s)TTC pour la durée totale des marchés, reconductions comprises. Montant maximum : lot 1 : 30 000 euro(s) HT / 36 000 euro(s)TTC, lot 2 : 30 000 euro(s) HT / 36 000 euro(s)TTC, lot 3 : 30 000 euro(s) HT / 36 000 euro(s)TTC, lot 4 : 30 000 euro(s) HT / 36 000 euro(s)TTC.

Refus des variantes.

Section 4 - Durée du marché ou délai d'exécution

12 mois à compter de la notification du marché.

Section 5 - Conditions relative au marché

Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés.

Section 6 - Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)
- Formulaire DC 4, Déclaration de sous-traitance (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>)
- S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre

Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOT11) :

Autres renseignements demandés : Les prestations sont réservées à une profession particulière : loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques : Exigence, pour au moins l'un des membres de l'équipe affectée à l'exécution des prestations, de l'habilitation autorisant à exécuter les prestations de services juridiques au regard de la loi n°71-1130 du 31 décembre 1971 réglementant les professions juridiques. Capacités économiques et financières : Pour la vérification de ses capacités économiques et financières, chaque candidat communique une déclaration de son chiffre d'affaires global annuel sur les trois derniers exercices disponibles. Capacités techniques et professionnelles : NB : Il est exigé le niveau minimal de capacité suivant : Effectif minimum : 3. Pour la vérification de ses capacités professionnelles, chaque candidat communique une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années et une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date (année) et le destinataire public ou privé.

Commentaire sur les justifications :Le candidat peut fournir les imprimés DC1-Cnaf (Lettre de candidature), DC2-Cnaf (Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement) et, le cas échéant, DC4-Cnaf (Déclaration de sous-traitance) joints au dossier de consultation ou disponible sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

Section 7 - Critères d'attribution

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

- Valeur technique : 60%
- Prix : 40%

Section 8 - Mode de passation du marché

Type de procédure : procédure adaptée

Section 10 - Conditions de délai

Date limite de réception des offres : 02/06/2025 à 12:00

Délai minimum de validité des offres : 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

Section 11 - Autres renseignements

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : 05-25

Renseignements complémentaires : Code CPV pour l'ensemble des lots : 79111000-5 Services de conseil juridique. Durée du marché : Le marché est d'une durée initiale de 12 mois à compter de sa notification. Il peut être reconduit trois fois, pour une durée de 12 mois, sans que sa durée totale puisse excéder 48 mois. Renseignements complémentaires : Les demandes et réponses se font via la plateforme PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>. Critères d'appréciation des offres : Valeur technique - 60 points : La « valeur technique » des prestations est appréciée au regard de 3 sous-critères : Sous-critère 1 : « Organisation, qualifications et expérience des profils assignés à l'exécution du marché » (30 points) appréciées au regard de l'organisation, du nombre et de la qualité des profils des intervenants proposés pour l'exécution des prestations, de la pertinence de leurs qualifications professionnelles et de leur niveau d'expérience en lien avec les besoins du pouvoir adjudicateur ; Sous-critère 2 : Méthodologie de travail et de traitement (20 points), préconisée par le candidat suite à une commande d'unités d'oeuvre pour la réalisation des prestations d'assistance, de conseils, d'avis, d'études et d'analyse juridiques telles que présentées à l'article 11.1 du CATC Sous-critère 3 : Délais (10 points). Prix - 40 points : Le « prix » est apprécié au regard du coût total inscrit dans le devis quantitatif estimatif (DQE) pour les prestations d'assistance, de conseils, d'avis, d'études et d'analyses juridiques pour chacun des lots. La note maximum sera attribuée au candidat qui propose le coût total TTC le plus faible. Les notes des autres candidats seront attribuées en fonction des écarts entre le coût total TTC proposé par chacun d'eux et le coût total TTC le plus faible, par application de la formule suivante : $N = 40 (X/Z)$

Section 12 - Adresses complémentaires

Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus :

Coordonnées :

Adresse internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2759764&orgAcronyme=s7h>

Section 13 - Renseignements relatifs aux lots

Possibilité de présenter une offre pour l'ensemble des lots

- **Lot(s) 1** - Le droit privé comprend le droit civil, le droit de la responsabilité, le droit des contrats, le droit des assurances, le droit des personnes, la procédure civile.
- **Lot(s) 2** - Le droit public comprend le droit administratif, le droit de la commande publique, le droit public de la concurrence, la domanialité publique, la procédure administrative, le droit des finances publiques .
- **Lot(s) 3** - Le droit pénal comprend, au sens large, le droit pénal spécial, le droit pénal des affaires, le droit pénal du travail, le droit de la presse et de la diffamation, le droit de la répression des fraudes et la procédure pénale.
- **Lot(s) 4** - Le droit de la propriété intellectuelle et industrielle comprend le droit de la propriété intellectuelle, le droit de la propriété littéraire et artistique, le droit des nouvelles technologies de l'information et de la communication, le droit de la propriété industrielle, le droit des brevets et des marques, le droit des licences, le droit de la contrefaçon, la réglementation relative au dépôt et à la gestion des marques, des dessins, des modèles brevets, des licences, et des diligences en matière de propriété industrielle (recherche d'antériorité, relations Inpi et autres).

Date d'envoi du présent avis à la publication : 29/04/2025